

NPArguments POUR la solidarité avec tous les immigrés !

jeudi 6 août 2009, par [BOULANGE Antoine](#), [FELHENDLER Gisèle](#) (Date de rédaction antérieure : 30 juin 2009).

Depuis 35 ans, les lois restreignant la circulation, l'installation et le travail des immigrés ne cessent de se multiplier, que les gouvernements soient de droite ou de gauche. Avec Sarkozy à l'Intérieur (depuis 2002) puis à la présidence (depuis 2007), la machine à fabriquer des sans-papiers s'est encore renforcée.

En 2006, Sarkozy déclarait : « *Que les choses soient très claires : si on a des papiers, on a vocation à rester en France, si on n'a pas de papiers, on a vocation à être raccompagné chez soi.* » En réalité, si les premières lois restreignant le droit au séjour datent de 1974, il devient de plus en plus difficile d'obtenir des papiers en France. La seule promesse que Sarkozy tient, c'est « fliquer plus pour expulser plus ». En 2008, 29000 étrangers ont été expulsés - un record depuis la fin des années 1930. Au niveau européen, le pacte sur l'immigration, adopté à l'unanimité des 27 gouvernements de droite ou de gauche en 2008, durcit de nouveau les lois anti-immigrés. Or, l'immigration n'est pas un problème, elle est un fait. La gestion concertée des flux migratoires permet au capitalisme européen d'utiliser la main-d'œuvre du Sud selon son bon vouloir. C'est la logique capitaliste du « diviser pour mieux régner » qui en fait un problème. Toute l'argumentation des discours contre l'immigration, légale ou non, repose sur des idées sans fondement, qu'il est nécessaire de démonter.

« Nous ne pouvons pas ouvrir les frontières, cela ferait appel d'air »

Jusqu'en 1974, les frontières étaient ouvertes, et l'« invasion » ne s'est jamais produite... Jusque-là, on assistait plutôt au racolage des grandes entreprises automobiles, sidérurgiques et minières, qui transplantaient des villages entiers pour satisfaire les besoins de l'économie française. Environ 200 millions de personnes (3% de la population mondiale) vivent hors de leurs frontières, et 55% des migrations se font du Sud vers le Sud, c'est-à-dire d'un pays pauvre vers un pays un peu moins pauvre. Il y a, par exemple, 30% d'étrangers en Côte-d'Ivoire. Ce sont les raisons économiques, la désespérance devant la corruption, les guerres et les dictatures - encouragées par la complicité de l'Europe -, qui poussent les populations à partir. L'exil n'est pas un plaisir mais un déchirement. Les gouvernements successifs, avec leur « maîtrise des flux migratoires », font croire qu'il est possible de dresser des barrières infranchissables autour d'une Europe forteresse. Mais empêcher l'immigration illégale est une tâche impossible, coûteuse (près de 415,2 millions d'euros par an) et, de toute façon, inacceptable. Le renvoi massif et l'obsession du chiffre, thème électoraliste s'il en est, relèvent donc de la pure manipulation, car les gouvernements ne disposent heureusement pas des moyens politiques et matériels de rejeter les migrants, à moins d'entrer dans une implacable logique totalitaire.

« Il faut réprimer les clandestins pour intégrer les immigrés légaux »

La clandestinité est fabriquée par les pays d'accueil, qui exigent des visas dont les conditions d'obtention sont de plus en plus restrictives. Cela se fait au nom de l'intégration. Celle-ci est un prétexte car, même avec des papiers, les immigrés extracommunautaires (qui ne sont pas de la

bonne couleur !) subissent toujours le racisme et les discriminations. L'intégration signifie, en fait, l'assimilation. On veut diviser les immigrés entre le « bon grain et l'ivraie ». N'admettre que les plus qualifiés, piller les intelligences et les savoir-faire jette les exclus de cette « immigration choisie » dans l'illégalité, en les contraignant à contourner les réglementations pour survivre dans un monde de plus en plus inégalitaire. Car, et parfois au péril de leur vie, ceux qui veulent entrer ne se découragent pas et finissent un jour, dans leur grande majorité, par y parvenir. Les régularisés perdent leur travail illégal, car leurs employeurs, qui bien souvent les utilisaient en parfaite connaissance de leur situation, refusent alors d'augmenter leur salaire ou d'assumer le coût des cotisations. Ils se retrouvent alors précarisés, contraints au travail au noir et, évidemment, sous-payés. Leur illégalité convient parfaitement aux secteurs fragilisés et dérégulés de l'économie.

« Ils viennent voler le pain des Français »

Cette expression raciste, stupide et fautive, illustre comment les gouvernants peuvent manipuler la réalité pour entretenir la peur. En Europe, la grande majorité des travailleurs immigrés étrangers occupe des emplois dans des secteurs particulièrement pénibles et exigeants, dont beaucoup de nos concitoyens ne veulent pas. Ainsi, parmi les immigrés, 52% des hommes et 48% des femmes déclarent devoir rester longtemps dans une posture pénible ou fatigante, contre 36% des hommes et 30 % des femmes non immigrés. Les immigrés ne volent rien à personne, travaillent et payent leurs impôts ! Maintenir ces travailleurs dans la clandestinité entraîne, en outre, une offre permanente de travail illégal, avec la complicité des pouvoirs publics. Ce sont également les premières victimes du chômage : « En mars 1998, le taux de chômage des étrangers s'élevait à 23,7 %, tandis que celui des Français était de 11,1 %. Mais, si l'on isole les étrangers n'étant pas originaires de l'Union européenne, leur taux de chômage est quasiment le triple de celui des actifs français » (Gisti 1999). La population immigrée joue un rôle « d'amortisseur de la crise » et non de « bénéficiaire » au détriment des travailleurs français. L'utilitarisme migratoire et la mise en œuvre d'une immigration jetable génèrent une concurrence entre salariés avec et sans papiers, avec pour résultat la baisse des salaires et la perte des acquis sociaux pour tous, Français et immigrés. Le refus de leur régularisation engendre exploitation et précarité extrêmes, tout en profitant honteusement à de nombreux secteurs de l'économie, sous le regard bienveillant de l'administration d'Etat.

« Ils nous coûtent cher »

Selon des estimations généralement admises, entre 200000 et 400000 étrangers sans papiers vivent en France, souvent déclarés par leur employeur, qui s'accommode de leur situation irrégulière. Frappés par la politique de limitation de l'accès aux soins (l'aide médicale d'Etat, réservée aux malades « sans papiers », ne représente qu'à peine 0,1 % des dépenses de santé), victimes de conditions de travail dégradées, ils subissent un véritable racket sur les impôts et cotisations sociales dont ils s'acquittent. Mais ils ne bénéficient pas des droits et services dont ils assurent pourtant le financement : Sécurité sociale, assurance chômage (les travailleurs sans papiers étant deux fois plus exposés au chômage), retraite, accès au logement social, etc. Le collectif Halte au racket sur les cotisations sociales des travailleurs sans papiers évalue à près de 2 milliards d'euros le manque à gagner pour les sans-papiers et, par conséquent, le bénéfice qu'enregistre l'Etat dans ses caisses. C'est la double peine de l'expulsion et du licenciement sans préavis ni indemnités que subissent les travailleurs sans papiers !

« Il n'y a qu'à les aider chez eux, comme ça ils y resteront »

Cette phrase, répondant à une logique politicienne et xénophobe est, une fois de plus, gravement mensongère. La prétendue aide au développement (seulement 0,39% du revenu national brut, pour la France, en 2008) n'arrêtera pas l'immigration. En effet, les politiques ultralibérales, liées à la

mondialisation des échanges, amplifient au niveau international le phénomène migratoire. Parce que le développement désorganise dans un premier temps le fonctionnement des sociétés traditionnelles de ces pays, il s'accompagne non pas d'une diminution, mais d'une augmentation des migrations. L'hypocrite ambiguïté de la notion de codéveloppement masque le désir des sociétés européennes de ne pas voir les migrants s'approcher de leurs rivages. Elle ne représente en rien l'aide qu'apporterait le Nord riche au Sud pauvre, et elle ne peut en aucun cas proposer une alternative aux migrations. Le codéveloppement masque la réalité des rapports Nord/Sud et le pillage mené par les grandes puissances, dont la France. De plus, cette aide au développement est conditionnée à la signature d'accords bilatéraux de part et d'autre de la Méditerranée, avec la délocalisation des contrôles le plus en amont possible des frontières de l'Union européenne et la sous-traitance des tâches de surveillance aux pays de départ ou de transit. Le dispositif Frontex permet une action répressive au-delà des frontières.

Les propositions du NPA :

* Régularisation de tous les sans-papiers. Tout système de sélection sur la base de critères, cumulatifs de surcroît, ne peut être qu'injuste et arbitraire. La régularisation « au cas par cas » ne règle pas le problème de fond. Entre 1997 et 2002, la gauche au gouvernement a régularisé 70000 sans-papiers sur 132000 dossiers tout en poursuivant le durcissement des lois, ce qui a reconstitué un volant de clandestins.

* Egalité totale entre Français et immigrés (comprenant le droit de vote à toutes les élections).

* Faire converger les luttes. En avril 2008, Sarkozy annonçait qu'« il n'y aura pas de régularisation globale parce que la régularisation globale conduit à la catastrophe ». Il est possible de le faire reculer, à condition de construire un mouvement global, massif pour la régularisation. De nombreuses luttes se mènent pour la régularisation. Nous devons les faire converger dans un mouvement de masse impliquant les collectifs de sans-papiers, les syndicats, les associations, les partis, pour construire un rapport de forces face à la politique raciste de chasse aux immigrés.

* Liberté de circulation. La question de l'immigration débouche sur la liberté de circulation, de séjour et d'installation. La perversité du marché prône la liberté totale de circulation des marchandises et des capitaux, mais elle le dénie aux êtres humains. C'est pour cela que le NPA se bat pour un autre monde, où les humains pourraient circuler librement, un monde organisé selon les besoins et non les profits.

Dossier réalisé par Gisèle Felhendler et Antoine Boulangé

P.-S.

* Paru dans « Tout est à nous » n°19 du 30 juillet 2009.